



# Alimenter le problème

Pourquoi est-il temps de mettre fin aux allégements fiscaux aux sociétés pétrolières, gazières et du charbon du Canada

Version 1 – 4 novembre 2010

## Introduction

On évalue que le gouvernement canadien accorde un milliard de dollars par année en allégements fiscaux aux sociétés pétrolières, gazières et du charbon. Ces allégements fiscaux sont accordés à quelques-unes des sociétés les plus riches au pays et sont de plus en plus reconnues comme étant inutiles et dépassées.

Un nouveau rapport de l'institut international pour le développement durable (IIDD) démontre que les subventions du gouvernement et les allégements fiscaux fédéraux aux secteurs pétrolier et gazier au Canada atteignent près de 1,4 milliard de dollars. De ces 1,4 milliards, 840 millions de dollars sont sous forme d'allégements fiscaux<sup>i</sup>.

Les pressions visant à mettre fin à ces allégements fiscaux se sont intensifiées de façon importante au cours des deux dernières années. Les sondages montrent que 70 % des Canadiens appuieraient une élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles<sup>ii</sup>, et le ministre de l'Environnement Jim Prentice ainsi que les hauts fonctionnaires du Ministère des Finances ont exhorté le gouvernement fédéral d'agir. L'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Agence internationale de l'énergie, des organisations créées par des pays industrialisés ayant pour mission d'offrir des conseils sur les politiques économiques et énergétiques, ont également demandé

### Qu'est-ce qu'une subvention?

Les subventions sont des mesures de soutien offertes par le gouvernement à une certaine industrie. Une forme habituelle est un soutien monétaire par le biais de transferts directs et indirects (y compris des allégements fiscaux, des garanties de prêt, des programmes d'indemnisation, etc.). Les subventions peuvent également inclure le transfert au public des coûts de l'activité de l'industrie (par exemple, la récupération par le gouvernement de la pollution faite par l'industrie) et les dépenses publiques en complémentarité avec l'industrie (par exemple paver des routes plutôt que d'investir dans des trains légers sur rail électrique).

que l'on mette fin aux subventions aux combustibles fossiles. Des leaders comme le président Barack Obama travaillent à mettre fin aux allègements fiscaux accordés aux sociétés pétrolières, gazières et du charbon aux États-Unis, tout en défendant une élimination progressive mondiale lors de forums internationaux comme le G20.

Le premier ministre Stephen Harper a pris quelques mesures minimales en vue d'une élimination progressive d'un allègement fiscal spécifique aux sociétés productrices de combustibles fossiles dans le budget du gouvernement de 2007. Mais il s'est arrêté là. Selon une analyse récente, le gouvernement pourrait économiser près de 1 milliard de dollars par année en éliminant un ensemble d'allègements fiscaux spéciaux accordés à l'industrie pétrolière et gazière. La réunion du G20 en Corée du Sud, les 11 et 12 novembre 2010, et la préparation du budget fédéral de 2011 sont des occasions en or pour que le premier ministre puisse décider de mettre fin à ce type de cadeau<sup>iii</sup>.

Le présent rapport décrit les problèmes inhérents aux allègements fiscaux pour l'industrie des combustibles fossiles et souligne les initiatives mondiales en place pour encourager leur éradication. Il fournit un aperçu des subventions canadiennes existantes et des mesures prises par le gouvernement fédéral avant la réunion du G20 qui eut lieu à Toronto en juin 2010. Il décrit également comment le premier ministre Harper a décidé de ne pas agir par rapport à l'initiative d'élimination progressive des subventions à la rencontre du G20. Le rapport propose des mesures et des échéanciers concis afin que le gouvernement fédéral aille vers l'élimination des allègements fiscaux accordés au secteur pétrolier et gazier dans le budget fédéral de 2011.

## **Les problèmes que représentent les allègements fiscaux et les subventions aux combustibles fossiles**

En subventionnant les sociétés productrices de combustibles fossiles, le gouvernement encourage l'accélération de la production et facilite l'expansion rapide d'importants projets de combustibles fossiles comme les sables bitumineux en Alberta. Ce secteur affiche pourtant la plus forte croissance d'émissions de gaz à effet de serre au Canada. Le récent rapport de l'IISD démontre que les émissions émises par les sables bitumineux sont d'environ 12% plus élevées que si le secteur n'était pas subventionné.

Il a été démontré mondialement que les coûts des combustibles fossiles gardés artificiellement bas encouragent la consommation excessive, faussent les marchés énergétiques et permettent une pollution accrue par les gaz à effet de serre, alimentant ainsi la crise climatique. Subventionner l'oléifaction rend également les investissements dans le secteur pétrolier plus attrayants, comparativement à des alternatives faibles en carbone où les risques sont moins élevés. Ce jeu financier accroît le maintien des économies dans les combustibles fossiles.

En ces temps de compressions budgétaires, le gouvernement fédéral pourrait générer des recettes de centaines de millions de dollars en revenus supplémentaires en mettant fin aux allégements fiscaux injustes accordés à quelques-unes des sociétés les plus riches au monde. L'élimination des subventions aux sociétés pétrolières et gazières exploitant au Canada aiderait également le pays à prendre des mesures vers une économie plus verte.

## **Mesure initiale du premier ministre Harper**

Le budget fédéral de 2007 incluait une élimination progressive de la déduction pour amortissement accéléré pour les sables bitumineux, laquelle permet aux sociétés qui exploitent les sables bitumineux de réclamer des allégements fiscaux pouvant aller jusqu'à 100 % des actifs acquis pour la création de nouveaux projets. L'élimination progressive est prévue entre 2011 et 2015. Cela devrait entraîner des revenus fiscaux additionnels de 300 millions de dollars par année d'ici 2015 pour le gouvernement fédéral.

Depuis, le gouvernement canadien n'a pris aucune autre mesure pour réduire, éliminer progressivement ou supprimer d'autres allégements fiscaux ou subventions aux combustibles fossiles et il continue de perdre des milliards de dollars en revenus au profit du secteur pétrolier, gazier et du charbon chaque année.

## **Engagements du G20 pour mettre fin aux subventions et aux allégements fiscaux des combustibles fossiles**

Avec l'élection du président Obama en 2008, il y a une nouvelle volonté aux États-Unis d'agir sur les changements climatiques et les énergies propres.

Le président Obama a utilisé le sommet des chefs d'État dans le cadre de la réunion du G20 de septembre 2009, à Pittsburgh, pour mener une initiative du G20 visant à mettre fin aux subventions et allégements fiscaux des combustibles fossiles. Obama avait déjà l'appui, pour cette initiative, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) — deux institutions internationales créées par les pays industrialisés afin d'être conseillés sur les politiques économiques et énergétiques.

À la fin du sommet de Pittsburgh de septembre 2009, les chefs d'État du G20, y compris le premier ministre Harper, ont publié une déclaration dans laquelle ils reconnaissaient que :

*« L'amélioration de notre efficacité énergétique peut jouer un rôle positif et important dans la promotion de la sécurité énergétique et la lutte contre le changement climatique. Les subventions inefficaces aux carburants fossiles encouragent le gaspillage, créent des distorsions sur les marchés, freinent les investissements dans les énergies propres et nuisent aux efforts de lutte contre le réchauffement climatique.<sup>iv</sup> »*

En ayant ceci en tête, les chefs d'État du G20 se sont engagés à :

*« [...] éliminer graduellement sur le moyen terme les subventions inefficaces aux carburants fossiles, qui encouragent le gaspillage. »*

Les engagements finaux concertés ont également donné pour mission aux ministres de l'Énergie et des Finances du G20 l'élaboration de stratégies concrètes pour l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles dans leur pays. On s'attendait à ce que chaque chef d'État présente une stratégie nationale à la réunion suivante du G20 qui avait lieu à Toronto, en juin 2010.

## **Agir ou ne pas agir?**

Suite à l'engagement pris à Pittsburgh en septembre 2009, une note fut préparée par les hauts fonctionnaires du Ministère des Finances et fut présentée au ministre Flaherty. Elle portait sur la meilleure façon d'aller de l'avant afin de mettre fin aux subventions et allègements fiscaux aux combustibles fossiles au Canada. Le Ministère des Finances débuta l'élaboration de propositions d'options pour une nouvelle position canadienne sur les subventions aux combustibles fossiles.

Normalement, ce processus décisionnel au sein du Ministère des Finances aurait eu lieu à huis clos mais, en mai 2010, un document confidentiel de ce Ministère a fait l'objet d'une fuite dans les médias. Cette note soulignait les recommandations du Ministère des Finances du Canada pour la position du Canada et fut soumise au ministre des Finances Jim Flaherty, par son sous-ministre Michael Horgan, le

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est composée de 33 pays industrialisés, lesquels contrôlent également l'OCDE. L'OCDE se concentre sur le commerce mondial. Elle a des obligations envers l'économie de marché et une expansion économique saine. Elle aide à coordonner la politique économique nationale et internationale parmi ses membres.

Fondée par l'OCDE en réponse à la crise du pétrole des années 1970, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dispense des conseils à ses 28 pays membres sur la politique énergétique, la sécurité énergétique et le changement climatique. Elle est également régie par de riches pays industrialisés.

18 mars (quelques jours avant la date à laquelle le Canada devait soumettre sa proposition initiale au G20). La note commençait comme suit :

(voir annexe 1 pour lire la note complète)

*Cette note expose deux grandes approches possibles pour répondre à l'engagement [pris dans le cadre de la réunion du G20 de Pittsburgh] : 1) explorer des possibilités pour une [élimination sélective progressive des subventions aux combustibles fossiles] par le Canada (que nous recommandons); ou 2) chercher à minimiser l'engagement. Une fois que nous aurons votre point de vue, nous rédigerons une lettre de votre part au premier ministre établissant l'approche proposée.*

Pour plus de détails, les deux options étaient comme suit :

### **Option 1**

#### **Agir : prendre des mesures pour l'élimination progressive immédiate des subventions aux combustibles fossiles**

La note stipulait, en des termes on ne peut plus clairs, que le Canada devrait prendre des mesures pour réduire les allègements fiscaux et les subventions aux combustibles fossiles au Canada.

Dans la note, les fonctionnaires du Ministère des Finances affirmaient que les temps ont changé et que les raisons utilisées par le gouvernement dans le passé pour justifier les allègements fiscaux aux sociétés de combustibles fossiles ne peuvent plus s'appliquer. Des considérations comme les risques relativement élevés associés à l'exploration pétrolière et autres combustibles fossiles, les prix volatiles dans le secteur, ou le besoin de voir à ce que les sociétés canadiennes de combustibles fossiles puissent être compétitives avec des sociétés dans d'autres pays ont pu, à une certaine époque, justifier les subventions. La note stipule qu'« [aujourd'hui] il n'est pas clair que ces facteurs soient propres au secteur ou s'ils méritent un traitement préférentiel ».

Les fonctionnaires ont également affirmé que l'élimination des subventions à caractère fiscal « pourrait être avantageuse, même si on le fait unilatéralement », et la prise de mesures aiderait à :

- « améliorer l'image internationale du Canada, par exemple en ce qui a trait aux sables bitumineux »;
- soutenir le désir du Canada d'être connu comme étant une « superpuissance d'énergie propre »;
- « se défendre contre les actions du gouvernement américain ou les actions ciblées de sociétés individuelles, par exemple, contre les sables bitumineux »;
- réduire le déficit budgétaire.

Les auteurs de la note soulignaient qu'en tant que « hôte du Sommet des chefs d'État [du G20] de juin [2010], à Toronto, on s'attendra à ce que le Canada donne l'exemple en respectant les engagements pris à Pittsburgh ». Ils ont réitéré les arguments soulignés dans le communiqué du G20 de Pittsburgh, à savoir que « les subventions inefficaces aux carburants fossiles encouragent le gaspillage, créent des distorsions sur les marchés, freinent les investissements dans les énergies propres et nuisent aux efforts de lutte contre le réchauffement climatique ».

Finalement, les fonctionnaires du Ministère des Finances ont affirmé que l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles serait largement soutenue. Ils ont souligné que l'OCDE avait déjà recommandé la réduction des subventions aux combustibles fossiles au Canada pour des « raisons économiques et environnementales », que le ministre de l'Environnement Jim Prentice avait déjà appuyé la « réduction des allègements fiscaux pour les sociétés de combustibles fossiles » dans son mémoire prébudgétaire [au ministre des Finances Jim Flaherty], et que le Fonds monétaire international, l'AIE, quelques provinces (particulièrement l'Ontario et le Québec) et des organismes voués à la protection de l'environnement « donneraient leur appui ».

D'un autre côté, les fonctionnaires du ministère des Finances ont prévenu que l'industrie des combustibles fossiles « risque d'être critique à l'égard de toute [élimination progressive] », et quelques « provinces qui ont des industries pétrolières, gazières et d'extraction de charbon actives peuvent également se montrer critiques ».

La note suggérait une liste d'allègements fiscaux aux combustibles fossiles qui pourraient être éliminés progressivement, en attendant le choix d'approche du ministre.

## **Option 2**

### **Ne pas agir : *minimiser l'obligation***

La deuxième option proposée dans la note était de rejeter la recommandation du G20 d'éliminer progressivement les allègements fiscaux aux sociétés pétrolières et autres sociétés de combustibles fossiles. Les fonctionnaires du Ministère des Finances ont établi une stratégie au cas où le « Canada ne [serait] pas prêt à entreprendre des réformes majeures », ce qui a été conçu pour créer l'apparence d'une mesure sans véritablement entreprendre une nouvelle mesure pour respecter l'engagement pris dans le cadre de la réunion du [G20].

La note décrit comment le « Canada pourrait adopter la position mettant en valeur qu'il a déjà éliminé un privilège fiscal important pour les producteurs et qu'on doit lui accorder du mérite pour la prise de mesures rapides ». Par exemple, la note dresse la liste de trois subventions précédentes aux combustibles fossiles qui se

sont terminées ou qui ont été éliminées, comme le Décret de remise relatif à Syncrude, expiré en décembre 2003.

Cette stratégie « d'engagement minimisé » suppose la reconnaissance de mérite pour des subventions aux combustibles fossiles expirées ou éliminées, lesquelles avaient pris fin bien avant la réunion du G20, à Pittsburgh. Selon les fonctionnaires du Ministère des Finances, cela pourrait inclure non seulement les mesures initiales prises par le premier ministre Harper dans le budget fédéral de 2007, mais également des mesures prises depuis aussi longtemps que 2003 et 1989, bien avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

## **Attendre et voir**

La société civile et les médias ont sauté sur le document qui a fait l'objet d'une fuite, intéressés par ce rare aperçu à l'interaction confidentielle entre les fonctionnaires et les politiciens. Est-ce que les politiciens suivraient les conseils de leur propre Ministère, ou est-ce que la décision refléterait la relation étroite entre le premier ministre et les sociétés pétrolières et gazières qui, sans aucun doute, préféreraient ne pas voir leurs allègements fiscaux disparaître?

Dans la période menant au G20 [de juin 2010], le premier ministre eu une occasion unique de prendre une décision qui serait appuyée par le ministre de l'Environnement, les hauts fonctionnaires du Ministère des Finances, des organisations non gouvernementales, de nombreuses provinces, des pays du G20, l'OCDE, le FMI et l'AIE, ainsi que par la population canadienne.

Le gouvernement a refusé de commenter le document interne et n'a fait aucune annonce sur des changements aux politiques relatives à la taxe sur les hydrocarbures. Par conséquent, la seule option qu'avaient les Canadiens était d'attendre afin de voir ce que la position finale du gouvernement sur les subventions aux combustibles fossiles serait à la réunion du G20, à Toronto.

## **Le G20 de Toronto**

La réunion du G20 de juin 2010, à Toronto, a mis le Canada sous les feux des projecteurs. Les plans des pays pour l'élimination progressive des allègements fiscaux et subventions aux combustibles fossiles devaient être reproduits dans une annexe des déclarations finales des chefs d'État à la fin du G20.

Plutôt que de publier cette annexe le dernier jour, tel que prévu, le Canada a refusé de le rendre public. (L'annexe fut officiellement publiée trois mois plus tard seulement.) Cependant, une copie numérisée de l'annexe a fait l'objet d'une fuite dans les médias avant la fin du Sommet du G20.

Le texte que le Canada soumettait à l'annexe était à peu près identique à la deuxième option contenue dans la note du Ministère des Finances — c'est-à-dire de minimiser les engagements du Canada. Comme la stratégie le suggérait, le gouvernement fédéral a essayé de s'attribuer du mérite pour ses initiatives de 1989, 2003 et 2007, mais il n'a proposé aucun nouveau plan pour réduire les subventions qui demeuraient<sup>v</sup>.

**Le texte côte-à-côte :**

<b>Department of Finance memo – Option 2</b>	<b>Final Canadian text of fossil fuel subsidies implementation plan</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• If producers subsidies are covered, Canada could take the position that it has already removed significant producer tax preferences, and must be given credit for its early action:</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>-earned depletion deduction (eliminated 1989);</li><li>-favourable tax treatment provided under the Syncrude Remission Order (expired 2003); and</li><li>-resource allowance (replaced with royalty deductibility in 2003-2006).</li></ul> <p>Implementing the phase-out of accelerated capital cost allowance for oil sands over the 2011-2015 period (announced in Budget 2007) could be cited as a current action helping to fulfill the commitment.</p>	<p><b>Earned Depletion Deduction</b></p> <p>Pursuant to an announcement made in 1987, additions to the depletion pools for earned depletion and mining exploration depletion, described below, were eliminated as of January 1, 1990. Companies now are only entitled to deduct pre-1990 depletion amounts not previously claimed.</p> <p><b>Past Reforms</b></p> <p><b>Resource Allowance</b></p> <p>The resource allowance, described below, was phased out, and a deduction for actual royalties and mining taxes paid was phased in (deductible under general principles as a cost of doing business), over the 2003-2006 period. As of 2007, the resource allowance was fully eliminated.</p> <p><b>Syncrude Remission Order</b></p> <p>The Syncrude remission order, described below, ended on December 31, 2003.</p> <p>The Syncrude oil sands project was initiated in the early 1970s when Crown royalty charges paid to provincial governments were fully deductible in the computation of income taxes. In May 1976, the federal government granted a remission order to Syncrude participants by Order-in-Council. The remission order permitted project participants to deduct joint venture</p>

Pour la deuxième fois en quelques mois, la note du Ministère des Finances qui a fait l'objet d'une fuite fut au centre de l'attention. Le ministre des Finances et le premier ministre avaient pris le parti des sociétés pétrolières – en refusant d'éliminer progressivement les allègements fiscaux – contre l'avis des hauts fonctionnaires et du ministre de l'Environnement.

Les rencontres fréquentes du premier ministre Harper avec les sociétés pétrolières et gazières qui exploitent au Canada ne sont plus un secret<sup>vi</sup>. Bon nombre d'entre eux gagnent des milliards de dollars par année en faisant de l'extraction d'huile usagée des sables bitumineux. Un examen des milliards de dollars en revenus de quelques-unes d'entre elles fait en sorte qu'il est difficile de comprendre pourquoi notre gouvernement distribue environ un milliard de dollars par année en allègements fiscaux aux sociétés pétrolières et aux sociétés de combustibles fossiles.



## Registre relatif au lobbyisme

Un traitement préférentiel est accordé aux sociétés pétrolières et gazières leur donnant accès au gouvernement Harper. Les réunions de lobbyisme relatives au pétrole et au gaz représentent 9 % de l'agenda depuis juillet 2008, plus que tout autre lobby d'une mono-industrie ou de la société civile. Plus de 40 % de toutes les réunions du premier ministre relatives au pétrole et au gaz étaient avec Suncor Energy une compagnie Albertaine.

## Revenus des sociétés de combustibles fossiles au Canada

Les sociétés ayant des investissements dans les sables bitumineux ont combiné des revenus annuels de plus de 1,2 trillion de dollars. De ces revenus, plus de 1,1 trillion de dollars appartient à des sociétés étrangères. Par exemple, l'entreprise américaine ExxonMobil, qui possède des investissements dans le développement de Syncrude, rapporte près de 320 milliards de dollars par année.

## Place à amélioration

Le refus du premier ministre Harper d'éliminer progressivement toute nouvelle subvention aux combustibles fossiles, malgré les pressions exercées au Sommet du G20, reflète une plus grande témérité dans son approche face aux changements climatiques et aux questions énergétiques. Au cours des quatre dernières années, le gouvernement Harper a fait une série de promesses en l'air, a refusé de mettre un plafond ou d'établir un prix à la pollution industrielle causée par les gaz à effet de serre, et a autorisé la fin du seul programme fédéral majeur axé sur l'énergie renouvelable. À moins que le financement soit renouvelé dans le budget de 2011, les fonds pour le programme fédéral de soutien majeur pour l'efficacité énergétique seront également épuisés.

Il y a deux possibilités majeures au cours des prochains mois pour le gouvernement Harper de changer de cap et d'éliminer progressivement les allègements fiscaux aux producteurs de combustibles fossiles : le prochain Sommet des chefs d'État du G20, qui aura lieu en Corée du Sud en novembre 2010, et le budget fédéral de 2011.

La Coalition du budget vert, une coalition composée de plus de 20 organisations non gouvernementales canadiennes qui soumet des recommandations prioritaires pour chaque budget fédéral annuel, a préparé une liste préliminaire d'allègements fiscaux

qui pourraient être éliminés progressivement dans le prochain budget. Si ces allègements fiscaux devaient être éliminés, le gouvernement fédéral pourrait générer plus de 930 millions de dollars par année — presque l'équivalent du budget de fonctionnement annuel d'Environnement Canada.

Les recommandations de la Coalition du budget vert incluent sept allègements fiscaux gouvernementaux distincts qui s'adressent spécifiquement à l'industrie pétrolière et gazière et qui sont plus élevés qu'ils le seraient en vertu d'un système fiscal neutre. Les recommandations de la Coalition du budget vert incluent l'élimination des allègements fiscaux pour l'exploration de nouveaux sites, d'un nouveau bien et d'un nouvel équipement, ainsi que l'élimination des taux d'amortissement spéciaux pour l'infrastructure des sables bitumineux<sup>vii</sup>.

### **Confrontation avec la réalité**

Les subventions et les allègements fiscaux continus à l'industrie des combustibles fossiles sont irresponsables et alimentent les changements climatiques, une des plus importantes crises à laquelle l'humanité est confrontée aujourd'hui. L'incapacité d'agir du gouvernement même aux niveaux les plus élémentaires, comme de mettre fin aux allègements fiscaux pour les compagnies les plus riches au monde, reflète une témérité plus vaste face à ce problème.

Des régions vulnérables du monde soutiennent déjà tout le poids de quelques-unes des conséquences les plus dévastatrices du réchauffement climatique, et le pronostic n'est pas encourageant. En Afrique orientale, plus de 20 millions de personnes subissent une crise humanitaire avec les pires sécheresses de l'histoire à frapper leur région. En Afrique occidentale, 10 autres millions de personnes sont confrontées à une crise tout aussi exceptionnelle<sup>viii</sup>. L'Organisation mondiale de la Santé estime que le nombre de personnes à risque de souffrir de famine augmentera de plus de 50 millions de personnes au cours des 40 prochaines années à la suite des changements climatiques<sup>ix</sup>.

Ici au Canada, les conséquences des conditions météorologiques exceptionnelles deviennent également de plus en plus graves. Dans la foulée des feux de forêt sans précédent en Colombie-Britannique cette année, la province a admis que ses stratégies de lutte contre les incendies de forêt sont désuètes en lumière aux changements climatiques dramatiques que connaît la province<sup>x</sup>. Dans nos régions nordiques, des cultures entières sont remises en question alors que des modes de vie traditionnels deviennent incompatibles avec les changements climatiques<sup>xi</sup>.

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie prévient qu'avec le réchauffement prévu, le Canada peut s'attendre à une élévation du niveau de la mer, une plus grande fréquence des incendies de forêt dans les provinces de l'Ouest, la désertification et la sécheresse dans les provinces des Prairies, une réduction de la

qualité et de la quantité d'eau dans tout le Canada, un risque accru pour les gens et les propriétés contre des événements causés par des conditions météorologiques extrêmes, une plus grande exposition à des maladies à transmission vectorielle et un risque accru pour l'agriculture en raison de la sécheresse et des ennemis et maladies des cultures (entre autres conséquences nombreuses)<sup>xii</sup>.

Tandis que d'autres gouvernements ailleurs dans le monde prennent ce problème au sérieux, le gouvernement du Canada continue d'ignorer la volonté du Parlement et de la majorité de la population canadienne qui souhaitent des actions musclées sur les changements climatiques, dès maintenant. Il se peut que le premier ministre Harper n'ait pas réussi à protéger notre environnement et notre climat jusqu'à maintenant, mais si nous agissons instamment, il n'est pas trop tard.

Il se peut que le fait de mettre fin aux subventions et allègements fiscaux pour les combustibles fossiles ne représente pas toutes les mesures nécessaires pour éviter des changements climatiques dangereux, mais il s'agit d'un bon endroit où commencer. Ce gouvernement a l'occasion de changer de direction et d'aller vers un avenir plus propre. Dans le budget de 2011, le premier ministre Harper et le ministre Flaherty devraient éliminer progressivement toutes les subventions à moyen terme dès maintenant par le biais de nouvelles mesures importantes. Cela entraînera un revenu accru de plus de un milliard de dollars et verra à ce que le Canada se dirige dans la bonne direction lorsqu'on parle des changements climatiques.

- 
- <sup>i</sup> International Institute for Sustainable Development, November 2, 2010. Fossil fuels: at what cost? *Government support for upstream oil activities in three Canadian Provinces*. <http://www.iisd.org/media/press.aspx?id=180>
- <sup>ii</sup> De Souza, Mike. The Calgary Herald, June 25, 2010. *2 in 3 Canadians want G8/G20 summiteers to discuss fossil fuel fix: Poll*. <http://www.calgaryherald.com/technology/Canadians+want+summiteers+discuss+fossil+fuel+Poll/3201488/story.html>
- <sup>iii</sup> The Green Budget Coalition, September 2010. *Preliminary recommendations for budget 2011. Building on success: strategic opportunities in nature conservation, energy efficiency, and water*. Page. 23. [http://greenbudget.ca/pdf/Green%20Budget%20Coalition%27s%20Preliminary%20Recommendations%20for%20Budget%202011%20\(September%202010\).pdf](http://greenbudget.ca/pdf/Green%20Budget%20Coalition%27s%20Preliminary%20Recommendations%20for%20Budget%202011%20(September%202010).pdf)
- <sup>iv</sup> Leaders' Statement: The Pittsburgh Summit. September 2009. Energy Security and Climate Change. Paragraph 29. <http://www.pittsburghsummit.gov/mediacenter/129639.htm>
- <sup>v</sup> *G20 Initiative on Rationalizing and Phasing Out Inefficient Fossil Fuel Subsidies: Implementation Strategies & Timetables – Annex 2, pg.11*
- <sup>vi</sup> Mayeda, A. and Kennedy, M. Vancouver Sun. October 2, 2010. Lobbyists for oil, industry had most access to Harper: [www.vancouversun.com/life/Lobbyists+industry+most+access+Harper/3614585/story.html](http://www.vancouversun.com/life/Lobbyists+industry+most+access+Harper/3614585/story.html)
- <sup>vii</sup> The Green Budget Coalition, September 2010. *Preliminary recommendations for budget 2011. Building on success: strategic opportunities in nature conservation, energy efficiency, and water*. Page. 23. [http://greenbudget.ca/pdf/Green%20Budget%20Coalition%27s%20Preliminary%20Recommendations%20for%20Budget%202011%20\(September%202010\).pdf](http://greenbudget.ca/pdf/Green%20Budget%20Coalition%27s%20Preliminary%20Recommendations%20for%20Budget%202011%20(September%202010).pdf)
- <sup>viii</sup> Oxfam Canada. *The human cost*: <http://www.oxfam.ca/news-and-publications/pressroom/press-releases/oxfam-launches-165m-appeal-east-africa>; <http://www.oxfam.ca/what-we-do/emergencies/sahel>
- <sup>ix</sup> World Health Organization, 2007. *Climate and Health Fact Sheet*.
- <sup>x</sup> Shore, Randy. Vancouver Sun, October 2, 2010. *Climate change causes overhaul of wildfire strategy*: <http://www.vancouversun.com/technology/Climate+change+causes+overhaul+wildfire+strategy/3614563/story.html#ixzz11CPBbOn1>
- <sup>xi</sup> Climate Action Network Canada. Canada's Climate Change Calendar. 2010. *National Aboriginal Communities; climate change impacts*. <http://climatecalendar.ca/country/national-aboriginal-communities>
- <sup>xii</sup> National Round Table on the Environment and the Economy; and the Royal Canadian Geographical Society. 2010. Degrees of Change: [http://www.canadiangeographic.ca/climate-prosperity/degrees\\_of\\_change/CanGeoClimateChange\\_EN.html](http://www.canadiangeographic.ca/climate-prosperity/degrees_of_change/CanGeoClimateChange_EN.html)